

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Les conditions sectorielles fixées dans le présent arrêté sont applicables au déversement d'eaux usées en provenance des clos d'équarrissage.

**Art. 2.** Les conditions complémentaires pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires sont les suivantes :

1° demande chimique d'oxygène (COD) : 250 milligrammes par litre;

2° azote Kjeldahl : 60 milligrammes par litre.

**Art. 3.** Par dérogation aux conditions fixées à l'article 7, 3°, a et b, 5°, a et 8° de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, les teneurs suivantes ne peuvent être dépassées dans les eaux déversées :

1° demande biochimique d'oxygène, en 5 jours et à 20 °C (BOD) : 50 milligrammes par litre;

2° matières sédimentables (au cours d'une sédimentation statique de 2 heures) : 1,5 millilitre par litre;

3° matières extractibles à l'éther de pétrole : 25 milligrammes par litre.

**Art. 4.** Les conditions générales et sectorielles de déversement sont fixées en fonction du volume spécifique de référence de l'effluent de 30 m<sup>3</sup> par tonne de produit fabriqué.

**Art. 5.** Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 septembre 1985.

**BAUDOIN**

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat

à la Santé publique et à l'Environnement,

F. AERTS

F. 85 — 2466

**26 SEPTEMBRE 1985.** — Arrêté royal relatif à l'octroi de subventions à l'effet de couvrir les frais occasionnés par les analyses du sang prélevé dans les services de transfusion et de plasmaphérèse en vue d'éviter la propagation du Syndrome d'Immunodéficience Acquise (S.I.D.A.) à l'occasion de transfusions sanguines ou d'administrations de fractions sanguines ou de dérivés sanguins

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 février 1961 relative aux substances thérapeutiques d'origine humaine, notamment les articles 2, 4 et 5;

Vu la loi du 25 février 1985 contenant le budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'année budgétaire 1985, notamment l'article 12.23, section 31, titre I;

Vu le projet de loi ajustant le budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'année budgétaire 1985, notamment l'article 12.23, section 31, titre I;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'arrêté royal du 10 novembre 1971 relatif au prélèvement, à la préparation, à la conservation et à la délivrance des substances thérapeutiques sanguines d'origine humaine, modifié par l'arrêté royal du 18 juillet 1985;

Vu l'avis du Conseil supérieur d'Hygiène publique;

Vu les lois sur le conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De in dit besluit vastgestelde sectoriële voorwaarden gelden voor het lozen van afvalwater afkomstig van vilbeluiken.

**Art. 2.** De aanvullende voorwaarden voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren zijn de volgende :

1° chemisch zuurstofverbruik (COD) : 250 milligram per liter;

2° Kjeldahl stikstof : 60 milligram per liter.

**Art. 3.** In afwijking van de voorwaarden vastgesteld in artikel 7, 3°, a en b, 5°, a en 8° van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoeren voor regenwater, mogen in het geloosde water volgende gehalten niet overschreden worden :

1° biochemisch zuurstofverbruik, in 5 dagen en bij 20 °C (BOD) : 50 milligram per liter;

2° bezinkbare stoffen (tijdens een statische bezinking van 2 uur) : 1,5 milliliter per liter;

3° stoffen extraheerbaar met petroleumether : 25 milligram per liter.

**Art. 4.** De algemene en sectoriële lozingsvoorwaarden zijn vastgesteld op basis van het specifiek referentievolume van het effluent van 30 m<sup>3</sup> per ton gefabriceerd produkt.

**Art. 5.** Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 september 1985.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris

voor Volksgezondheid en Leefmilieu,

F. AERTS

N. 85 — 2466

**26 SEPTEMBER 1985.** — Koninklijk besluit betreffende het toekennen van toelagen om de kosten te dekken voortvloeiend uit de analyses van bloed afgenomen in de transfusie- en plasmaferesediensten ten einde de verspreiding van het verworven immunodeficiëntiesyndroom (A.I.D.S.) bij bloedtransfusies of bij het toedienen van bloedbestanddelen of bloedderivaten te voorkomen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 februari 1961 betreffende de therapeutische bestanddelen van menselijke oorsprong, inzonderheid op de artikelen 2, 4 en 5;

Gelet op de wet van 25 februari 1985 houdende de begroting van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin voor het begrotingsjaar 1985, inzonderheid op artikel 12.23, sectie 31, titel I;

Gelet op het ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin voor het begrotingsjaar 1985, inzonderheid op artikel 12.23, sectie 31, titel I;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 november 1971 betreffende de bereiding, de bewaring en de terhandstelling van therapeutische bloedzelfstandigheden van menselijke oorsprong, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 juli 1985;

Gelet op het advies van de Hoge Gezondheidsraad;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est urgent de faire face aux frais occasionnés par les analyses rendues obligatoires à partir du 1er août 1985, du sang prélevé dans les services de transfusion et de plasmaphérese en vue d'éviter la propagation du Syndrome d'Immunodéficience Acquise (S.I.D.A.) à l'occasion de transfusions sanguines ou d'administrations de fractions sanguines ou de dérivés sanguins;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 18 septembre 1985;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Conformément au présent arrêté, le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions peut octroyer des subventions aux pouvoirs organisateurs de centres de prélèvement de sang ou de fractions sanguines à l'effet de couvrir les frais résultant de l'exécution des mesures de prévention du S.I.D.A. prescrites par l'arrêté royal du 18 juillet 1985 modifiant l'arrêté royal du 10 novembre 1971 relatif au prélèvement, à la préparation, à la conservation et à la délivrance des substances thérapeutiques sanguines d'origine humaine.

**Art. 2.** Les subventions mentionnées à l'article 1er sont destinées à couvrir les frais réels encourus pour les examens effectués entre le 1er août 1985 et le 31 décembre 1985 et ne peuvent dépasser 240 F par don de sang.

**Art. 3.** Pour pouvoir bénéficier de cette subvention, le pouvoir organisateur visé à l'article 1er est tenu de :

1° faire parvenir au Département de la Santé publique ou à un laboratoire désigné par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, les échantillons de serum positifs quant aux anticorps LAV/HTLV3;

2° se soumettre aux directives du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions;

3° se soumettre à l'inspection et au contrôle des fonctionnaires désignés par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions;

4° faire connaître le 30 septembre 1985 au Ministère de la Santé publique le nombre de dons de sang testés quant aux anticorps LAV-HTLV3 depuis le 1er août 1985;

5° introduire dans le courant du mois de janvier 1986, les états de frais complets et détaillés pour la totalité des dons de sang examinés entre le 1er août et le 31 décembre 1985; étant entendu que ces frais concernent les réactifs, le matériel de prélèvement, l'amortissement de l'appareillage sur base d'une durée de vie de 5 ans, les frais de personnel pour autant que le centre ait engagé du personnel supplémentaire pour effectuer ce travail, les frais généraux à concurrence de 10 p.c. des coûts énumérés ci-dessus.

**Art. 4.** Dès réception des renseignements mentionnés à l'article 3, 4°, il sera payé à chaque centre un montant provisionnel égal à  $200 \text{ F} \times \text{nombre renseigné} \times 5/3$ .

Le solde sera payé après vérification des états de frais mentionnés à l'article 3, 5°.

**Art. 5.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er août 1985.

**Art. 6.** Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 septembre 1985.

**BAUDOIN**

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

**J.-L. DEHAENE**

Le Secrétaire d'Etat  
à la Santé publique et à l'Environnement,

**F. AERTS**

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het dringend geboden is de kosten te dragen voortvloeiend uit de analyses die vanaf 1 augustus 1985 verplicht moeten verricht worden op het bloed afgenomen in de transfusie- en plasmaferesediensdiensten om de verspreiding van het verworven immuno-deficiëntiesyndroom (A.I.D.S.) bij bloedtransfusies of bij het toedienen van bloedbestanddelen of van bloedderivaten te voorkomen;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 18 september 1985;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Overeenkomstig de bepalingen van dit besluit, kan de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort toelagen toekennen aan de inrichtende macht van de centra voor afname van bloed of van bloedbestanddelen om de kosten te dekken voortvloeiend uit de toepassing van de maatregelen ter voorkoming van A.I.D.S., voorgeschreven door het koninklijk besluit van 18 juli 1985 tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 november 1971 betreffende de afneming, de bereiding, de bewaring en de terhandstelling van therapeutische bloedzelfstandigheden van menselijke oorsprong.

**Art. 2.** De toelagen waarvan sprake in artikel 1, zijn bedoeld om aangewend te worden om de werkelijke kosten te dekken voortvloeiend uit de onderzoeken verricht tussen 1 augustus 1985 en 31 december 1985 en mogen niet hoger liggen dan 240 F per bloedgifte.

**Art. 3.** Om te kunnen genieten van deze toelage moet de inrichtende macht bedoeld in artikel 1 :

1° aan het Departement van Volksgezondheid of aan een laboratorium aangewezen door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, de stalen bezorgen van serum dat positief bevonden werd op LAV/HTLV3-antistoffen;

2° zich houden aan de richtlijnen van de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort;

3° zich onderwerpen aan de inspectie en de controle uitgeoefend door de ambtenaren aangewezen door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort;

4° op 30 september 1985 aan het Ministerie van Volksgezondheid het aantal bloedgiften meedelen dat sedert 1 augustus 1985 getest werd op LAV-HTLV3-antistoffen;

5° in de loop van de maand januari 1986, de volledige en gedetailleerde kostenstaten indienen voor alle bloedgiften onderzocht tussen 1 augustus en 31 december 1985, met dien verstande dat de aangehaalde onkosten betrekking hebben op de reagentia, het afname-materiaal, de afschrijving van de apparatuur op basis van een levensduur van 5 jaar, de personeelskosten in zoverre het centrum bijkomend personeel heeft aangeworven om dit werk te doen, de algemene kosten ten belope van 10 pct. van de hiervoor aangehaalde kosten.

**Art. 4.** Na ontvangst van de inlichtingen bedoeld in artikel 3, 4°, zal aan elk van de centra een voorlopig bedrag uitgekeerd worden gelijk aan  $200 \text{ F} \times \text{het meegedeeld aantal} \times 5/3$ .

Het saldo zal vereffend worden na verificatie van de kostenstaten bedoeld in artikel 3, 5°.

**Art. 5.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 augustus 1985.

**Art. 6.** Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 september 1985.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

**J.-L. DEHAENE**

De Staatssecretaris  
voor Volksgezondheid en Leefmilieu,

**F. AERTS**